

Du fleuve au littoral : Guyane debout !

Lundi dernier, à 17h30, alors que nous sortions du lycée, notre professeur, notre collègue, notre camarade et ami a été poignardé.

Si c'était arrivé dans l'Hexagone, cela ferait la une de tous les médias. Tous les responsables politiques réagiraient. L'émotion serait nationale, la solidarité s'exprimerait.

Mais c'est ici, à la marge des ultra-périphéries de la lisière des confins de la République que c'est arrivé. Alors le Recteur est resté assis dans son bureau climatisé, et il s'est fendu d'un petit communiqué de presse ; le Sous-préfet a reconnu une certaine « effervescence » ; et nous avons eu droit à un petit article dans la presse locale. À la rubrique « Faits divers ».

Ce n'est pas un « fait divers ». C'est une tragédie sociale. Et elle était annoncée.

Caillassages, vols, rackets, agressions à main armée, agressions sexuelles, viols... Depuis des semaines, nous dénonçons une escalade de violences au sein et aux abords de nos établissements, dont nos enfants sont les premières victimes, à Saint-Laurent comme à Cayenne ou Kourou.

Depuis des années, nous alertons sur la non-scolarisation de 10.000 jeunes Guyanais par an, sur l'absence de transports en commun, de réseau cyclable sécurisé, sur le manque de logements décents, de structures socio-éducatives, culturelles, sportives, médico-psychologiques et judiciaires, sur la valse des Sous-Préfets et des gendarmes, qui ne connaissent pas notre réalité, débarquent chez nous pour quelques mois, découvrent l'étendue des dégâts, puis repartent sans avoir rien réglé...

Nous, nous restons.

Dans une ville où, en 40 ans, la population a été multipliée par 10 ; où les jeunes n'ont accès à rien sinon à la misère sociale, aux trafics de drogue et d'armes jusque dans nos établissements.

« La Guyane. Personne ne vous croira »...
Mais surtout : personne ne nous écoute.
Et personne ne nous répond.

Ce coup de couteau n'est pas un événement isolé : il est le résultat de ce mépris devenu la norme.

Nous avons tenu bon. Jusqu'ici.

Nous vivons les uns à côté des autres ; nous vivons des réalités différentes, qui se croisent et se retrouvent chaque jour dans quelques lieux qui survivent malgré le manque de moyens : ceux de la République.

Le tribunal, où femmes et hommes de Loi trop peu nombreux

l'appliquent comme ils peuvent et règlent nos conflits.

L'hôpital, où naissent nos enfants
et où des soignants épuisés ont soigné la blessure d'un prof.

Et l'École, où nous construisons la Guyane de demain
et où, chaque jour, nous faisons société.

Nous Guyanais, nous félicitons souvent de notre capacité à dépasser nos différences pour bien vivre ensemble. Nos différences nous rassemblent ; mais les inégalités nous minent et nous révoltent. Il suffit de regarder dans nos classes et autour de nos écoles.

Il y a ceux dont les parents gagnent bien leur vie, et ceux qui ne mangent pas le midi.

Il y a ceux qui ont accès à un logement digne, et ceux qui n'attendent pas d'y avoir droit pour le construire eux-mêmes, avec les moyens du bord.

Ceux qui ont l'eau courante, et ceux qui ont une borne-fontaine pour 3000 habitants.

Ceux qui peuvent se plaindre de leur facture EDF, et ceux qui payent le prix fort aux petites mafias de l'électricité.

Ceux qui ont un moyen de transport efficace, et ceux qui se lèvent à 4h du matin pour aller à l'école et arriver à l'heure.

Ceux qui maîtrisent la langue officielle, et ceux qui la comprennent mal ;
ceux dont la langue maternelle est méprisée par l'Institution et n'est enseignée nulle part.

Ceux qui ont accès à l'éducation, et ceux qui en sont exclus - pas parce qu'ils sont mauvais : juste parce qu'on ne construit pas assez d'écoles et qu'on ne forme pas assez de profs ici.

Ceux qui parviennent à se frayer un chemin professionnel, et ceux à qui l'on n'ouvre qu'un boulevard : celui des trafics.

Et puis, il y a ceux qui sont les premiers responsables de cette situation explosive.

Ceux qui ont intérêt à cette situation ;

ceux qui s'en foutent ;

ceux qui croient que les inégalités sont bien méritées ;

ceux qui les déplorent sans rien faire et préfèrent croire qu'elles sont dans l'ordre des choses, qu'on ne peut pas les faire reculer - alors que l'Histoire prouve le contraire...

Et il y a ceux qui se battent.

Il y a ceux qui étaient à nos côtés cette semaine, pour marcher, pour dire notre solidarité et crier notre colère : élèves, parents, profs, professionnels, habitants de Saint-Laurent.

Il y a aussi les absents : le Préfet, le Recteur, le Président de la CTG, la Maire, le député.

Jeudi prochain, de quel côté serez-vous ?

Nous avons besoin de vous, de vous sentir avec nous.

Il y a 36 ans, le Président Mitterrand disait : « *On ne lance pas des fusées sur fond de bidonvilles.* »
Eh bien si. On continue. Et les bidonvilles s'étendent.

Il y a 5 ans, la Guyane entière se soulevait. L'État, enfin ! avait semblé prendre la mesure du problème. Un plan exceptionnel devait être lancé.

Et depuis... Rien n'a changé ?

Si. En pire. La situation s'est aggravée.

Nous la voyons se dégrader jour après jour, d'année en année, dans nos rues et dans nos écoles.

Nous savons que ce que nous vivons ici, vous le vivez aussi,
d'une manière ou d'une autre, à Cayenne, à Kourou et ailleurs en Guyane.

Nous savons que ce que nous dénonçons, vous le dénoncez aussi, depuis longtemps.
Que comme nous, vous vous battez, chacun à sa manière.

Nous savons que vous êtes blasés, usés par les mobilisations restées sans suites.
Nous aussi.

Mais nous savons aussi que l'occasion de nous faire entendre,
de braquer les projecteurs sur nous ne se présente pas souvent.

C'est maintenant.

C'est un combat de longue haleine, et nous apprenons de nos luttes passées.

Nous savons qu'après cette bataille que nous allons gagner,
le vrai combat sera de rester mobilisés et vigilants,
de faire pression sur le long terme
pour que, cette fois, enfin ! les promesses soient tenues.

Il en va de nos vies, de l'avenir de notre ville et de la Guyane tout entière.

Et si on ne se bouge pas aujourd'hui, quand une lame est plantée dans le bras d'un prof...
Quand le ferons-nous ? Quand elle nous touchera au cœur ?

Nous devons tous être au rendez-vous.
Maintenant.

Nous vous appelons à joindre nos forces.
Nous vous appelons au combat.
Jeudi, 10h.

Nous sommes Saint-Laurent.

Nous sommes Mana et Awala-Yalimapo.

Nous sommes Apatou, Grand-Santi, Papaïchton et Maripa-Soula.

Nous sommes le fleuve, le fleuve qui gronde.

Nous sommes Cayenne, et nous sommes Kourou.

Nous sommes l'École, nous sommes la rue.

Nous sommes les villes et les kampu.

Nous sommes les arbres qui font la forêt.

Nous sommes la Guyane.

Nous sommes debout. Nou dibout. Opo tampu !